



Dynamique Bessancourt

2 November at 00:03 · 🌐



⚠️ Inquiétudes sur le budget des villes, Jean-Christophe Poulet Maire adjoint aux finances et Maire honoraire livre son analyse :

▶ Qu'est il prévu dans le budget de l'Etat pour 2026 ?

JCP : Pour le moment rien n'est définitif, mais le projet gouvernemental imposerait aux collectivités locales un effort budgétaire énorme estimé entre 4,6 et 8 milliards d'euros qui risque d'engendrer un sérieux coup de freins sur les investissements des collectivités en direction de la transition écologique et des services publics.

▶ Pourquoi un tel effort demandé ?

JCP : le projet de loi de finances (PLF) pour 2026 traduit un objectif de rigueur budgétaire, l'exécutif souhaite réduire un déficit public persistant et à stabiliser la dette. Pour autant, faire peser une mesure de restriction aussi importante sur les collectivités territoriales fait courir de nombreux risques.

Celles-ci par leurs investissements contribuent à la croissance.

Ces mesures vont affaiblir les finances locales, stopper les investissements publics, notamment dans la transition écologique et les services essentiels.

L'Etat remet peu à peu en cause l'autonomie financière des collectivités, pourtant garantie par l'article 72-2 de la Constitution.

▶ Comment comprendre ces mesures ?

JCP : En exigeant un effort disproportionné des collectivités locales, le gouvernement transfère une partie du redressement budgétaire national vers les villes, départements, agglomérations et régions.

Les collectivités voient leur contribution à l'équilibre du budget de l'état augmenter dans des proportions scandaleuses.

► Pourquoi est-ce si scandaleux ?

JCP : Il n'est pas scandaleux que les villes participent à l'effort de désendettement.

Mais la moitié de la hausse de la dette publique est liée à des baisses et suppressions d'impôts décidées par l'État, comme la suppression totale de la taxe d'habitation pour les résidences principales (plus de 21 milliards d'euros de recettes, en partie compensée mais sans laisser de marges de manœuvre aux villes), la disparition progressive de la CVAE (principal impôt de production local, représentant plus de 8 milliards d'euros de pertes pour les collectivités).

En fait les collectivités financent les déséquilibres budgétaires de l'État et n'ont pas leur mot à dire sur les choix fiscaux et les dépenses de ce dernier, l'effort est unilatéral sans discussion ni dialogue de gestion.

► Quelles conséquences pour la ville ?

JCP : Nous allons vivre des périodes difficiles, comme les autres villes.

Nous avons ainsi traversé la crise du COVID, la crise de l'énergie, et avant les nombreuses baisses de dotations et de soutiens.

Contrairement à beaucoup, nous n'avons pas souhaité augmenter l'imposition pour traverser ces crises. Un petit miracle ! Augmenter l'imposition n'est pas la solution.

► Quelle est la solution ?

JCP : La solution passe par une véritable réforme des collectivités territoriales et son lien avec l'État. Il faut repenser la décentralisation et répartir les compétences et responsabilités.

► Votre équipe **Dynamique Bessancourt** est-elle prête à ces défis ?

JCP : Oui. La chance que nous avons, est d'avoir une Maire, **Nathalie Derveaux**, parfaitement au fait des enjeux financiers et des possibilités pour agir toujours plus pour notre ville !

Cela nous fait gagner un temps précieux.

Notre équipe a le sérieux et l'expérience pour faire face à la situation. C'est la seule dans cette position pour les élections de mars 2026.



 29

5 comments 12 shares

 Like

 Comment

 Share

[View more comments](#)



Nathalie Derveaux

L'expertise et la rigueur de notre équipe font toute la différence pour Bessancourt

2d Like Reply

2 